

DAMROSCH, Lori Fisler, (sous la direction de). *Enforcing Restraint, Collective Intervention in Internai Conflicts*. New York, Council on Foreign Relations Press, 1993, 403p

Geneviève Gasser

Volume 26, Number 3, 1995

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703498ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703498ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Gasser, G. (1995). Review of [DAMROSCH, Lori Fisler, (sous la direction de). *Enforcing Restraint, Collective Intervention in Internai Conflicts*. New York, Council on Foreign Relations Press, 1993, 403p]. *Études internationales*, 26(3), 610–612. <https://doi.org/10.7202/703498ar>

chères aux esprits conservateurs. L'analyse permet par ailleurs de concevoir des mesures correctives qui diffèrent soit formellement, soit substantiellement, des réponses traditionnelles. C'est dans le dernier chapitre que les mesures anticorruption et leur relative efficacité sont discutées. Six sont retenues : l'information, qui doit être juste et honnête pour être efficace ; la poursuite judiciaire, lorsqu'elle peut se distancier du pouvoir législatif ; l'adoption de lois et règlements à condition qu'ils soient adaptés au tissu social ; et la coopération internationale. C'est au niveau des dernières mesures que les auteurs font preuve d'originalité. D'une part, ils insistent pour moraliser la vie publique, en empêchant la « désagrégation du sens commun [...] la gangrène qui casse la relation de réciprocité fondant la morale sociale » (p. 208). Et d'autre part, ils accordent une place importante aux citoyens dans ce processus de moralisation, notamment par le biais d'organisations, non gouvernementales chargées d'examiner le fonctionnement des gouvernements ou des entreprises. Cette prise en charge par les citoyens permettrait, selon les auteurs, d'éviter le piège d'un pouvoir tyrannique, ou le mythe du marché auto-régulateur, l'un et l'autre ayant des conséquences sociales souvent dévastatrices.

Cet ouvrage sur la corruption dans ses diverses formes est utile pour familiariser les observateurs à la « véridable nature des relations économiques internationales dans leur ensemble » (p. 148). Mais on se prend à regretter la structure de l'ouvrage, trop près d'une couverture journalistique, par la prééminence accordée aux di-

verses formes de corruption et aux acteurs impliqués, et par l'insuffisance des sources analytiques ou historiques utilisées.

Hélène PELLERIN

*Département de science politique
Collège universitaire Glendon, Université York,
Toronto*

CONFLITS ET MAINTIEN DE LA PAIX

Enforcing Restraint, Collective Intervention in Internal Conflicts.

*DAMROSCH, Lori Fisler, (sous la
direction de). New York, Council on
Foreign Relations Press, 1993, 403p.*

Agir ou ne pas agir ? C'est ce que les États d'aujourd'hui, pris dans le corset onusien ou de leur propre gré, se demandent. L'intervention collective dans les conflits internes est le thème de ce collectif rédigé par un groupe de praticiens et de juristes sous la direction de Lori F. Damrosch. L'ouvrage rapporte les résultats d'une réflexion engagée par le Council on Foreign Relations, une organisation américaine non gouvernementale, lors d'une série de séminaires. Il compte six études de cas (Yougoslavie, Irak, Haïti, Libéria, Somalie et Cambodge) ainsi que deux essais, l'un portant sur l'impact des sanctions économiques sur les populations civiles et l'autre étant une réflexion sur la légitimation des interventions collectives.

Les divers chapitres de l'ouvrage sont de qualité inégale. La préface signée par Max Kapelman, délégué américain à la CSCE, avait pourtant bien établi les paramètres de la discussion : le contexte de l'après-guerre froide entraîne un changement dans les nor-

mes partagées par les États, ceux-ci ne craignant plus l'intervention dans les affaires internes et se montrant en faveur d'une nécessaire assistance aux individus dont la vie est menacée. L'introduction de Lori Damrosch a pour intention d'annoncer les questionnements normatifs de l'ouvrage ainsi que le cadre légal. Ce dernier est, bien entendu, celui de la charte des Nations Unies avec ses prescriptions et ses omissions donnant lieu à diverses interprétations. Le chapitre sur les sanctions économiques, par ce même auteur, défend l'idée que l'utilisation de sanctions économiques ne devrait pas reposer sur leur efficacité eu égard aux objectifs énoncés mais plutôt sur un ensemble de principes qui seraient uniformément appliqués. C'est ainsi qu'un programme de sanctions économiques se devrait de ne pas diminuer le niveau de vie de la majorité de la population en deçà du seuil de subsistance, qu'il devrait cibler ceux dont on espère un changement de comportement, c'est-à-dire les belligérants, et que les sanctions imposées ne devraient pas servir à l'enrichissement de ceux-ci. On sent bien là le ton de l'ouvrage, empreint de légalisme et de volontarisme, faisant preuve d'une ignorance étonnante de la réalité des relations de pouvoir entre les acteurs en présence dans un conflit interne. L'essai sur la légitimité des interventions collectives est rédigé par Tom Farer. On y trouve une lecture détaillée des sections de la Charte où il est question de l'application de la force. Farer souligne que le rôle des organisations régionales à ce chapitre était prévu par la Charte, mais que la nature des relations de celles-ci avec le Conseil de sécurité demeure floue. L'auteur se prononce alors en faveur

d'une autonomie limitée et conditionnelle des organisations régionales, le Conseil de sécurité devant demeurer à la tête de toute décision d'intervention. Les études de cas débutent toutes par un historique détaillé des causes du conflit. L'étude sur la Yougoslavie, en plus d'être inévitablement dépassée, n'amène que très peu de matière à réflexion. En revanche, celle sur l'Irak fait bien ressortir les multiples conséquences, tant pour le système onusien que pour les États pris individuellement, de l'intervention humanitaire d'avril 1991. Avec le cas libérien, on illustre quels sont les avantages de l'intervention régionale. La force ECOMOG a reçu l'assentiment d'une grande majorité de pays africains, jusqu'alors fortement opposés à toute ingérence. Cette opération de maintien de la paix a reçu *a posteriori* l'approbation du Conseil de sécurité, mais n'aurait sans doute jamais eu lieu, aux dires de l'auteur, si la CEDEAO n'en avait pris l'initiative. L'étude sur la Somalie est une critique de l'intervention de l'ONU dans ce pays et met particulièrement en relief les tensions qui ont existé entre les volontés américaine et onusienne dans cette opération. Finalement, l'étude de cas la plus complète est celle de Steven Ratner sur le Cambodge qui illustre comment l'ONU peut participer à la reconstruction d'une vie politique nationale par le biais des élections.

En conclusion, les auteurs de cet ouvrage ont identifié les changements qui touchent actuellement la scène internationale sans pour autant éclairer la lectrice dans une compréhension de la dynamique qui mène à l'intervention dans un conflit interne. Il faut, de plus, constater un manque de

rigueur dans le traitement de certaines notions importantes telles que les principes à la base des opérations de maintien de la paix. En bref, l'ouvrage oublie qu'on ne peut évacuer le politique de toute opération d'intervention collective, qu'elle soit humanitaire ou non.

Geneviève GASSER

Université de Montréal

**Peace and World Security Studies.
A Curriculum Guide.
Sixth Edition.**

KLARE, Michael T. (dir.). Boulder (Col.),
Lynne Rienner Publishers, Inc., 1994,
437p.

L'objectif principal de cette sixième édition du livre est d'aider les enseignants universitaires à évaluer la transformation radicale des études de la paix et de la sécurité internationale depuis la fin de la guerre froide. En effet, la cinquième édition fut rédigée en 1987-89, avant même que le mur de Berlin ne tombe et l'Union soviétique se désagrège.

Le livre est divisé en deux parties. La première, intitulée *Nouvelles dimensions dans les études sur la paix* comprend cinq essais généraux, chacun portant sur un défi spécifique que les études pacifiques devront relever dans l'ère post-guerre froide: le développement de syllabus, les nouvelles approches à la réalisation de la paix, les perspectives tiers-mondiste et féministe, et les distinctions à clarifier entre paix et sécurité. Nous y apprenons, par exemple, que plus de personnes meurent chaque année de ce que John Galtung appelle la «violence structurelle», attribuable à une distribution inéquitable des ressour-

ces et aux institutions politiques et sociales injustes, que dans la guerre proprement dite. Face à cette violence, nous devons rechercher des approches multidisciplinaires à la vérité et à la participation populaire. Et tandis que la sécurité est un concept tout au plus non négatif (protection contre le mal), la paix ne se limite pas à l'absence de guerre, elle implique la réalisation positive de justice sociale par l'éradication de l'exploitation.

Contre cette toile de fond, les femmes sont non seulement les premières victimes de la guerre directe qui, selon une mythologie masculine ironique, prétend protéger les «femmes et enfants» [sic]; elles souffrent davantage de la violence structurelle créée par les multinationales et la destruction de l'environnement. La pauvreté du Tiers monde est encore un exemple de violence structurelle occasionnée par la dette, le commerce et les compagnies multinationales. «C'est seulement quand l'activisme pacifique se basera sur un fondement éthique qui unira tous les peuples, qu'un Nouvel ordre mondial de paix, justice et économique se réalisera. Une spiritualité socialement impliquée est un phénomène qui n'est pas tout à fait moderne, mais elle commence à prendre de nouvelles formes prometteuses.» (p. 39)

La deuxième partie du livre s'intitule *Plans de cours sur l'étude de la paix pour les années 90*. Elle nous offre 38 plans de cours organisés en 14 catégories selon la dimension disciplinaire ou thématique accentuée dans le cours en question: survol général, guerre et paix, agenda nucléaire, relations Nord-Sud, résolution de conflits, Nations Unies, psychologie, éco-